

# Courrier Fédéral

N° 272

du 08.10.11 au 14.10.11

ENCART  
Livret  
Convention collective  
nationale

Fédération  
des travailleurs  
de la métallurgie CGT

ISSN 0152-3082



## EDITORIAL

11 octobre 2011, à la reconquête d'une politique industrielle...

page 3

## LUTTES ET SUCCES

pages 4 à 5

## ECONOMIE

Notre règle d'or,  
combattre le truandage de l'argent public

page 2

## VIE SYNDICALE

Continuité syndicale,  
comment travailler actifs/retraités ?

page 6

## LA LETTRE DE L'UFICT

Pour sortir de la crise,  
le 11 octobre,  
faisons entendre nos revendications

pages 7 à 8

## Courrier Fédéral

Fédération des travailleurs  
de la métallurgie CGT  
263 rue de Paris - case 433  
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.48.18.21.31  
Fax : 01.48.59.80.66

<http://www.ftm-cgt.fr>

e-mail : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez  
Rédactrice en chef : L. Buchheit  
Rédactrice : M. Vergnol  
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,  
Prix : 0,63 euro  
Abonnement annuel :  
29,61 euros

Commission paritaire  
0413 S 06474  
Imprimé par nos soins

# NOTRE REGLE D'OR

## COMBATTRE LE TRUANDAGE DE L'ARGENT PUBLIC

*Après la crise financière, la crise de la « dette publique » fait la une de l'actualité depuis quelques semaines. Un nouveau prétexte pour revenir, entre autre, sur notre système de protection sociale.* > par David Meyer, Conseiller fédéral

L'offensive libérale sur le thème de la rigueur confirme que pour les plus aisés, la crise est une réelle opportunité. En effet, cette crise systémique qui s'étend aux finances publiques est l'occasion pour le patronat et le gouvernement de tenter de culpabiliser toujours plus les salariés et citoyens que nous sommes.

Ainsi, nos salaires seraient trop élevés. Pourtant notre pays compte plus de 8 millions de personnes vivant en dessous de seuil de pauvreté et 50% des français gagnent moins de 1 500 euros par mois.

De plus, nous ne travaillerions pas assez, alors que dans notre profession de plus en plus de salariés ne connaissent quasiment plus de limites d'horaires avec le forfait jours, le travail le week-end...

Enfin, nous n'aimerions pas travailler. Ce qui est totalement faux puisque 64% des français estiment que le travail tient une place importante dans leur vie, soit un des niveaux les plus élevés d'Europe, devant l'Allemagne et les pays scandinaves.

En tant que citoyens, nous serions de grands irresponsables, vivant au dessus de nos moyens avec notre système de protection sociale qui endetterait dangereusement les générations futures...

Face à de telles accusations, il est temps de dire stop et de rétablir un certains nombres de vérités.

Tout d'abord il ne faut pas perdre de vue que le patronat cherche par tous les moyens à revenir sur notre système de protection sociale qui le prive de marchés très juteux, d'ailleurs Denis Kessler, l'ancien n°2 du MEDEF, déclarait en 2007 qu'il est temps de remettre à plat le modèle de protection sociale français issu du Conseil National de la Résistance en 1945.

Ensuite, si il existe des truands et des irresponsables à l'origine de la crise et des déficits publics, c'est du côté patronal et gouvernemental qu'il faut chercher. La crise économique actuelle trouve ses racines dans une course effrénée à l'accumulation de toujours plus de richesses, pour une part infime de la population.

La crise de nos finances publiques, quant à elle, puise ses racines par toujours plus de cadeaux fiscaux et sociaux pour les grandes entreprises et les catégories ultra-favorisées. Le budget de l'Etat en est la preuve (Voir tableau). En effet, il est déficitaire de 103,8 milliards d'euros. Les recettes de l'Etat rapportées au Produit Intérieur Brut, donc à richesse de la France, baissent continuellement. Elles sont passées de 21% en 1988 à 17% en 2008. Dans le même temps, les aides aux entreprises représentent chaque année plus 170 milliards d'euros. (voir détails des niches aux entreprises les plus coûteuses sur <http://www.ftm.cgt.fr/textelong.php?IDchapitre=59&IDrub=1&IDSousrubrique=8>).

D'après les estimations de la Cour des Comptes, ces aides aux entreprises sont responsables de près de 20% de la dette publique française. Quand on sait que la dette est détenue pour une bonne partie par ces groupes qui bénéficient de largesse fiscale, on voit bien tout l'hypocrisie qu'il y a autour de la question des déficits publics.

Par exemple, l'affaire Renault autour du plan de départs volontaires démontre que le patronat truande notre système de protection sociale. Renault a réalisé un plan de départs volontaires qui a concerné plus de 4 000 salariés en France. Pour bon nombre d'entre eux, ce plan a été une opportunité de partir plus tôt à défaut de l'existence de la reconnaissance de la pénibilité de leur travail.

Or, pour les salariés proches de la retraite le « montage » réalisé par la direction de Renault prévoyait un passage par la case chômage avant. Ce qui signifie qu'un groupe qui bat ses records de ventes en 2010 et qui réalise des bénéfices 3,49 milliards d'euros, fait payer à la collectivité son refus de financer des départs anticipés pour travaux pénibles de ses salariés. Et comme si cela ne suffisait pas, le groupe devrait percevoir 24,4 millions d'euros du fonds d'adaptation à la mondialisation créé par l'Union Européenne du fait des suppressions de postes découlant de ces départs...

Les moyens existent donc pour augmenter les salaires et assurer la pérennité de notre système de protection sociale. En réalité, la double question qui nous est posée à tous est bien celle de l'utilisation de ces moyens et de notre capacité collective à les mettre en œuvre au service du progrès social et de l'amélioration des conditions de vie et de travail.

**Budget 2009 de l'Etat Français en milliards d'euros (Source Ministérielle)**

Recettes	266,6	Dépenses	370,4
TVA	126,7	Enseignements et recherche	84
Impôt sur le revenu	50,4	Collectivités territoriales	54,7
Impôt sur les sociétés	37,4	Dettes et engagements financiers	44,6
TIPP	15,1	Défense	37,3
Autres recettes fiscales	15,4	Travail, emploi, solidarité	23,3
Autres recettes	21,6	Sécurité et justice	22,8
Manque à gagner dû aux cadeaux fiscaux		Union Européenne	18,9
		Ecologie et développement durable ville, logement	17,5
		Plan de relance de l'économie	14,6
		Prêts à la filière automobile	6,7
		Autres missions	46
<b>Déficit 103,8 milliards d'euros</b>			
Ce déficit est à relativiser étant donné que les niches fiscales représentent environ 145 milliards d'euros chaque année			

# L'éditorial

**Amar Ladraa,**  
*membre du Secrétariat fédéral*

**11 octobre 2011**

## à la reconquête d'une politique industrielle et des services publics



Notre fédération a récemment pu apprécier la forte participation et la richesse des débats dans les assemblées générales de rentrée. En effet, la volonté des militants et des syndiqués consistait à confronter leurs idées et leurs expériences pour gagner en efficacité dans nos actions collectives.

Ainsi, les discussions portaient sur les questions de salaire, d'emploi, de conditions de travail, et sur la situation précaire des retraités... Mais ces échanges soulignaient également les préoccupations concernant l'avenir des services publics et de l'éducation nationale, avec comme toile de fond la préparation de la journée d'action du 11 octobre.

« La crise c'est eux, la solution c'est nous ! » reste plus que jamais d'actualité. Les résultats économiques dans la profession pour ce 1<sup>er</sup> semestre 2011 confirment que la crise à bon dos. Les 12 principaux groupes de la métallurgie (Renault, PSA, Arcelor Mittal, SEB, Schneider, Vallourec, Faurecia, AREVA, EADS...) ont réalisé plus de 7,1 milliards d'euros de bénéfices. La trésorerie des entreprises du CAC 40 s'élève à 156 milliards d'euros.

A partir de notre implantation et avec les forces dont nous disposons, nous touchons plus d'un salarié sur deux dans la métallurgie. Ne faudrait-il pas lancer une vaste campagne d'information et d'argumentaire, accompagnée de matériel fédéral, par exemple ?

La journée d'action du 11 octobre représentera une première étape dans la construction d'un mouvement social fort, pour exiger un autre partage des richesses, la reconquête de nos services publics et une véritable politique industrielle.

Pour cela, nous avons besoin de redoubler d'efforts, notamment par la tenue d'assemblées de syndiqués et de salariés dans chaque entreprise, afin de définir ensemble les différentes formes d'actions qui permettraient d'avoir un réel impact dans les productions.

Une des conditions pour faire grandir le rapport de forces dans la durée consisterait à accélérer nos transformations vers un syndicalisme de masse et d'adhérents. Si nous mettons en place des animations de proximité de vie syndicale, dans les territoires et les groupes, nous serions en mesure d'aider nos syndicats sur les points suivants :

- La qualité de vie syndicale
- La démocratie dans les syndicats ou ailleurs encore ?
- Les Congrès de syndicats
- Les campagnes de renforcement
- L'accueil des nouveaux adhérents
- La formation syndicale

Dans plusieurs assemblées départementales, les militants ont élaboré des plans de travail et de déploiement (départements 36, 37, 68, 77, 95...). De plus, une semaine de syndicalisation fédérale en direction des ICT est prévue dans la région Ile-de-France pour fin novembre. Plusieurs congrès d'USTM (21 en 2011) sont en préparation, tel qu'en Moselle, mais aussi dans le Haut-Rhin. Cela faisait parfois de nombreuses années que des congrès n'avaient pas été organisés.

L'ensemble de ces initiatives permettra de construire des animations plus collectives et de mettre en place de nouvelles équipes de dirigeants.

Dans une période où de nombreuses négociations vont s'ouvrir dans les entreprises (NOE), ainsi qu'au niveau national sur la pénibilité et la retraite anticipée, l'implication des salariés sera primordiale pour peser dans ces négociations. Par conséquent, il est impératif de poursuivre et de réussir les objectifs que nous nous sommes fixés pour la journée d'actions nationale du 11 octobre.



## Fonderie du Poitou – Montupet – Châtellerault (86) Un mois de mobilisation pour les fonderies

Chaque jour depuis le 2 septembre, une majorité des 480 salariés de la Fonderie du Poitou de Châtellerault (groupe Montupet) multiplient les initiatives pour populariser leur combat. Ils refusent une baisse de 25% de leur salaire pour répondre à la pression de la compétitivité des donneurs d'ordres.

Judi 29 septembre, plus d'un millier de salariés et syndicalistes se sont rassemblés sur le site Montupet de Châteauroux. Les salariés et l'intersyndicale du site de Châtellerault étaient soutenus pas les syndicalistes CGT de l'automobile à l'appel de la Fédération. « Plus que de la solidarité, c'est la volonté de montrer combien il est urgent de faire échec aux mises en concurrence et aux oppositions entre sites qui sacrifient l'industrie automobile et l'emploi » affirme le communiqué de l'intersyndicale du 21 septembre rappelant que sur Châteauroux, les salaires sont au niveau du Smic, soit 20% en dessous de ceux de la fonderie du Poitou. C'est dans ce cadre que l'intersyndicale réclame l'abandon du plan prévoyant la baisse de salaire, mais aussi l'application à minima de la grille des salaires sur l'ensemble des sites Français, une amélioration des conditions de travail et des investissements pour pérenniser les emplois.

Le lendemain de cette manifestation, une réunion a eu lieu à Poitiers à l'initiative du Préfet de la Vienne en présence du PDG de Montupet accompagné des trois autres principaux actionnaires du groupe, de l'expert-comptable du cabinet SECAFI-ALPHA, de l'Intersyndicale, du secrétaire de l'UD-CGT de la Vienne, du secrétaire central CGT de Renault et du médiateur (directeur de l'inspection du travail de la Vienne). Après 5h de discussion, étant donné que le PDG était présent uniquement pour expliquer son plan de compétitivité et non pour négocier, les syndiqués sont ressortis très mécontents. Suite à cette rencontre, lundi matin, les salariés ont constaté que les fours de fusion alu ont été vidés dans la nuit de dimanche à lundi et mis en sécurité par la direction de FDPA. Les produits dangereux ont été transférés et entreposés chez les voisins de l'usine Fonderie du Poitou Fonte.

En réaction, les travailleurs en grève ont bloqué les accès aux camions pour les usines Fonte et Alu (sans empêcher les salariés de la Fonderie Du Poitou Fonte d'accéder à leur site). Le 6 octobre, pendant qu'une délégation CGT, composée de représentants de Montupet, Renault et Peugeot, était reçue au ministère de l'Industrie, une opération escargot était prévue sur châtellerault suivie par une distribution de tracts sur le marché et d'un pique-nique.

Pour soutenir les grévistes, une solidarité financière s'organise. Envoyez vos dons au comité de soutien des salariés de la fonderie du poitou aluminium en lutte (chèque à l'ordre de CSSFAL) - ZI de St Ustre 86220 Ingrandes/Vienne.

## Les salariés approuvent la journée du 11 octobre

Signe d'encouragement pour la mobilisation, près de sept salariés sur dix (69%) apportent leur soutien à la journée d'actions du 11 octobre, à l'appel de l'intersyndicale, «pour une autre répartition des richesses», selon un sondage Louis Harris/CGT publié mardi 4 octobre. Les salariés du public approuvent la journée du 11 octobre à 70%, les salariés du privé à 67%.

**Pour préparer la manifestation du 11 octobre 2011, pensez à commander les autocollants à la Fédération. [communication@ftm-cgt.fr](mailto:communication@ftm-cgt.fr) ou 01.48.18.21.31**

## Arcelor Mittal – Florange (57) Journée Vallée morte contre la fermeture du site

Depuis l'annonce de la fermeture temporaire du site de Florange, les salariés se mobilisent de crainte de ne jamais revoir redémarrer l'activité. 1 100 salariés sont ainsi mis au chômage partiel à partir du 3 octobre. Samedi 1<sup>er</sup> octobre, avec le soutien des élus locaux et de la population, les sidérurgistes ont organisé une opération « Vallée morte » alors que la sidérurgie lorraine d'Arcelor Mittal est réduite au site de Florange après la fermeture de Gandrange, il y a deux ans. Plus de 1 500 personnes se sont réunies pour manifester et ont symboliquement inauguré une plaque « place de la résistance pour le maintien de la sidérurgie en lorraine » juste en face de l'entrée du site.

La fermeture définitive du haut fourneau marquerait la fin de la filière liquide chaude d'acier entraînant la suppression de plus de 2 000 emplois sans compter les 400 emplois intérimaires

et les centaines de postes de sous-traitance. La colère est d'autant plus vive que cette fermeture s'explique par une stratégie purement spéculative visant à réduire l'activité des sites de Lorraine pour maintenir le prix de l'acier à un haut niveau.



## Dassault aviation

### Journée d'actions du 27 septembre

A Biarritz, 150 salariés étaient dans l'action, ils étaient 90 à Mérignane, 80 à Martignas, 23 à Poitiers, 45 à Istres, 110 à Argenteuil, 7 à Seclin, et 27 à Argonay malgré les pressions de la direction du à la présence du PDG sur le site. Sur St Cloud, 105 pétitions ont été remises à la direction sur la reconnaissance des qualifications des infirmières.

Au total, sur l'ensemble des sites, se sont plus de 500 salariés qui ont participé aux arrêts de travail pour exiger l'ouverture rapide de négociations sur les salaires, les qualifications, l'emploi, les conditions de travail. Mis à part Seclin, et dans une moindre mesure Argonay, les copains ont une bonne appréciation de cette journée qui s'inscrit dans un processus de mobilisation avec la présence de techniciens sur Istres et Argenteuil.

Une nouvelle initiative à l'appel de la CGT est programmée dans le cadre de la journée nationale d'actions du 11 octobre 2011. La CGT compte bien se saisir de cette journée pour interpeller de nouveau toutes les organisations syndicales notamment la CFDT partie prenante de cette journée.

Dans les prochains jours, des initiatives locales ne sont pas exclues dans certains sites pour aller chercher notamment des « rallonges » avec les salariés. Quant à la direction, elle fait preuve d'une certaine fébrilité et mesure l'exaspération du personnel qui ne peut qu'aller grandissante dans les prochains jours.



## Alstom- Le Creusot

### La CGT veut des sous et des embauches

Après un débrayage à l'appel de la CFT et de la CGT, vendredi 29 septembre, c'est à l'initiative de la seule CGT que des salariés ont bloqué l'accès à l'établissement Alstom du Creusot. «*Les salariés qui le souhaitent, peuvent rentrer travailler et sortir comme ils le veulent, mais nous avons interdit l'accès du site aux voitures, ainsi qu'aux camions qui livrent des pièces ou qui doivent emporter des bogies*», précise Patrick Martin, délégué CGT.

Par cette action, le syndicat entend dénoncer la dégradation des conditions de travail. «*On nous en demande de plus en plus et de fabriquer 600 bogies de plus, mais l'effectif lui n'augmente pas. Cela donne lieu à des défauts de qualité et à des sanctions. Et ceci n'est pas acceptable*».

La CGT demande des investissements, de meilleures conditions de travail, et des embauches. «*On ne dit pas qu'Alstom n'embauche pas. Mais avec les départs à la retraite, ces embauches sont insuffisantes. Aujourd'hui, il y a 110 intérimaires et 70 prestataires de service. On peut donc augmenter l'effectif de l'entreprise de 40 personnes sans problème pour accompagner la montée en puissance*».

La CGT a aussi des revendications salariales. Une augmentation de 100 euros sur la base des 35 heures, 10 euros de prime de poste, 14,46 euros de panier de jour ou de nuit, une prime d'habillement de 25 euros, mais aussi une augmentation de 20% pour les horaires de nuit, ou encore 15 euros pour les changements de poste, 10 euros pour les changements d'équipe...

## SNWM Orbec (61)

### Des NOE 2011 satisfaisantes

Une action forte et solidaire CGT au sein du groupe SNWM aura permis l'aboutissement des négociations salariales 2011 (NOE) avec des augmentations des salaires mensuelles de 70 € nets au minimum pour chaque salarié.

La négociation locale aura permis de faire un pas de géant dans le sens de l'harmonisation sociale avec 79 % de l'enveloppe locale qui y sera consacrée. Harmonisation indispensable pour entrer dans le groupe SNOP. Les 21 % restant seront consacrés aux augmentations individuelles.

En outre, les NOE ont permis d'obtenir une hausse de 50 € bruts sur la prime vacances, 15 € sur les indemnités de panier 2x8, 15 € sur les primes et indemnités de panier salariés de nuit et la mise en place de panier de jour de 2 € soit 42 € par mois.

Sur l'organisation et les charges de travail, face à la baisse d'activité présente, la direction va mettre en place diverses mesures. Aussi, la CGT a demandé lors de la dernière réunion de CE à utiliser cette baisse d'activité pour accélérer les plans de formations et améliorer les équipements industriels.

## Convention collective nationale un enjeu pour tous les salariés des industries de la métallurgie,

Actuellement, 76 conventions collectives territoriales et 45 accords nationaux couvrent la majorité d'entre eux. Il existe pourtant une Convention collective nationale pour les ingénieurs et cadres et cinq conventions collectives pour les salariés, de la bijouterie – joaillerie - orfèvrerie, du machinisme agricole, matériel aéronautique, thermique et frigorifique, des services de l'automobile.

Nous proposons de mettre dans les mains de l'ensemble des salariés un projet de convention collective pour qu'ils puissent en débattre, l'amender et le faire vivre dans les luttes. Celui-ci rassemble des repères communs qui, ensuite, pourront être enrichis dans les territoires et au niveau des filières et entreprises. Elle respecte la hiérarchie des normes puisque la convention collective viendrait enrichir pour la profession le statut du travail salarié et la sécurité sociale professionnelle qui sont le socle pour l'ensemble des professions.

La Convention collective nationale se veut une proposition à construire et à faire évoluer au rythme des luttes, des négociations et des acquis. Elle porte des propositions en matière de salaires, de temps de travail, de formation professionnelle, de santé au travail, de droits nouveaux et des propositions revendicatives spécifiques pour les ingénieurs et cadres.



Suite à notre dernier congrès, en mai 2011, la fédération a mis à jour son projet de convention collective nationale pour les salariés des industries de la métallurgie. 10 000 exemplaires ont été édités et 5 000 d'entre eux sont envoyés dans toutes nos bases avec le Courrier Fédéral.

# CONTINUITÉ SYNDICALE

## COMMENT TRAVAILLER ACTIFS/RETRAITÉS ?

*La continuité syndicale se travaille à l'entreprise, à partir des sections et syndicats d'actifs. Le Bureau de l'UFR s'est décentralisé deux fois en 2011 pour aller à la rencontre des USTM et syndicats.* > Norbert Boulanger, membre du secrétariat de l'UFR

Une première réunion s'est tenue à Nantes le 21 avril en présence d'une quarantaine de participant(e)s, avec la présence des syndicats actifs et retraités de Loire Atlantique, de l'USTM44, de l'UD et USR44, d'UL et du bureau de l'UFR.

Les débats très enrichissants ont porté sur l'actualité, sur le mouvement social de 2010 avec ses avancées et ses limites, sur les thèmes revendicatifs, salaires et niveau des pensions, situation de l'emploi du département, protection sociale et retraites complémentaires, inquiétudes de la montée du FN, place et rôle de la CGT, et la nécessité de développer et de renforcer le syndicalisme retraité.

Sur la syndicalisation et la continuité syndicale avec le livret d'accueil, sur la création de bases nouvelles UFR et le mode vie de nos sections, sur nos liens avec nos syndicats actifs, l'USTM, l'USR, l'UD ou l'UL... plusieurs intervenants ont fait part de leurs interrogations, de leurs expériences et des avancées pour développer le syndicalisme retraité et comment travailler ensemble actifs et retraités.

Ainsi, à Airbus St Nazaire, la création de la section UFR d'entreprise ces dernières années a permis de passer de 30 à 90 syndiqués avec un contact régulier avec le syndicat actif, des rencontres avec l'USTM et le lien avec l'USR.

A Airbus Nantes, les retraités participent aux luttes avec les actifs et ont avec eux un lien avec des assemblées régulières.

Un ciblage des départs à la retraite est effectué pour intégrer à la section les syndiqués qui partent et ceux de la sous-traitance.

L'UL a souligné la difficulté de la continuité syndicale, le besoin de débattre de l'utilité du syndicalisme retraité en lien avec le revendicatif. C'est important de connaître les départs à la retraite pour mener des actions de syndicalisation.

Pour l'UD, les retraités sont une composante du rapport de forces avec leurs revendications spécifiques, la section d'entreprise est nécessaire, mais il faut accueillir les retraités isolés sur les localités, travailler avec l'USR en direction de tous les retraités et préparer la retraite quand on est actif.

La responsable de l'USR44 pense que nous devons réfléchir sur les causes de la perte de nos adhérents quand ils partent à la retraite dont de nombreux dirigeants de la CGT. Pour lui, nous devons inventer notre syndicalisme retraité à partir des besoins, travailler nos revendications spécifiques qui sont sociétales et politiques, adapter notre militantisme sur les lieux de vie et croiser nos expériences et initiatives entre professions et territoires.

Au terme de cette rencontre, plusieurs décisions ont été prises pour avancer et développer le syndicalisme retraité en Loire Atlantique, avec des plans de travail en commun, un suivi et une valorisation des résultats.

La deuxième initiative s'est tenue en Rhône Alpes, à Lyon, les 14 et 15 Juin 2011, elle a réuni une trentaine de camarades des USTM et syndicats, avec le bureau de l'UFR.

Comme en Loire Atlantique, les débats ont été très intéressants, la question des liens syndicat actifs-Comité d'Entreprise et sections des retraités, est venue en débat autour du sujet des mutuelles et du pouvoir d'achat des retraités, mais aussi sur celui de l'accès à la culture, aux loisirs, aux vacances quand on sait que 6 retraités sur 10 ne partent jamais, et au droit au logement décent, aux transports, à la santé.

Pour les USTM du Rhône, leur particularité c'est qu'elles sont dorénavant 2 sur le département, et que pour elles, l'animation d'une base syndicale de retraités est compliquée. Pour autant, si il y a 2 ans, au sein de l'USTM, il n'y avait pas de discours sur le fait que lorsqu'on est à la retraite on a toujours des revendications, aujourd'hui cela existe. Et que si l'on travaille le syndicalisme de proximité, ça marche et que l'on peut les organiser avec peu de moyens.

Ce qui a fait dire à un camarade : « *ce dont souffrent les retraités, c'est de l'isolement, et avec cet isolement ils connaissent un affaiblissement idéologique. C'est d'autant plus vrai que de plus en plus de retraités sont dans une grande pauvreté, ce qui les exclut de beaucoup de choses dans la société* »

Marcel Le Faucheur, animateur du collectif vie syndicale, concluait cette deuxième rencontre en expliquant que ce que venait de dire le camarade, reflétait bien la démarche que nous voulons mettre en œuvre par ce genre de rencontres décentralisées, que le passage par l'entreprise était obligatoire, et indispensable.

Au terme de cette rencontre, nous avons décidé d'organiser d'autres rencontres, notamment sur la Loire, l'Isère et la Drôme.

Faire grandir le rapport de forces des salariés actifs et des retraités passe par un renforcement notable de toute la Fédération, dans ses syndicats actifs et dans ses sections de retraités. Pour cela il est nécessaire de ne plus perdre 7 syndiqués sur 10 lors du passage à la retraite, et ce ne sera possible que si c'est l'affaire de tous nos syndicats d'actifs.

# La lettre de L'UFICT

Courrier fédéral N° 272

du 08.10.11 au 14.10.11  
<http://www.ftm-cgt.fr/ufict.htm>

## Pour sortir de la crise, le 11 octobre, faisons entendre nos revendications

**Le 11 octobre  
pour des réponses sociales,  
et pour une autre finalité  
du travail.**



La stratégie des gouvernements en Europe est d'imposer une politique d'austérité au nom de la fameuse «règle d'or». La rigueur budgétaire pour l'équilibre des comptes des Etats, si elle est louable dans le principe, l'est beaucoup moins dans ses contenus : elle impose les règles sans discussion possible et vise toujours à faire payer les mêmes, à savoir les salariés sans mettre en cause ce qui génère la crise. C'est l'activation de la vis sans fin de l'austérité et du recul social.

Prosperité pour les financiers, austérité pour les salariés : ça suffit ! C'est le titre du 4 pages réalisé par la confédération pour expliquer les propositions de la CGT pour sortir de la crise. ([www.ftm.cgt.fr/administration/actusociale/4p\\_prosperite\\_financiers.pdf](http://www.ftm.cgt.fr/administration/actusociale/4p_prosperite_financiers.pdf)).

Nous, ingénieurs, cadres et techniciens (ICT) sommes souvent au cœur des nouvelles organisations du travail. Nous sommes aussi de plus en plus nombreux dans les entreprises du fait de l'élévation des qualifications. Mais les gains de productivité du travail auxquels nous contribuons fortement sont captés et détournés par la finance au travers du versement des dividendes qui nuit à l'emploi et aux investissements. Cela pèse ainsi considérablement sur les recettes fiscales. C'est là que s'opère l'accroissement de la dette dite publique.

Défendre le travail est le meilleur moyen de défendre ceux qui travaillent. Le déséquilibre croissant entre rétribution du travail et rétribution du capital est en grande partie responsable de la crise. Depuis 1984, les dividendes ont été multipliés par 13 quand le salaire moyen n'était pas multiplié par 2. Etre exigeant sur son salaire, c'est regagner une juste reconnaissance de son travail mais également regagner de l'efficacité économique.

La bataille que mène la CGT sur le besoin d'avoir un décompte horaire pour les ICT soumis au forfait jour est un moyen de veiller à l'équilibre entre temps de travail et temps personnel, mais aussi de mesurer le temps de travail réellement effectué et la capacité à poser la question de son paiement. Le travail non payé n'est-il pas une source considérable de déqualification des ICT ?

L'augmentation du temps de travail, au travers du recul du départ à la retraite impacte également directement les ICT.



Pour nous qui sommes ICT, c'est donc travailler toujours plus tout en gagnant toujours moins.

Est-il utopique de souhaiter que les gains de productivité et l'élévation des qualifications servent d'abord à l'élévation du progrès social, à la réduction du temps de travail et à l'accès au travail pour tous ?

Quitter son entreprise en pensant que l'herbe sera plus verte ailleurs est illusoire tant il y a bien une stratégie patronale qui applique partout la même organisation du travail. Cette réalité conforte le besoin d'accroître le rapport des forces et d'avoir confiance dans la lutte pour gagner.

En période de crise, les contradictions sont exacerbées pour les ICT entre les objectifs assignés par les directions et les conséquences de ces objectifs sur eux ou leurs collègues. Du fait de notre rôle d'ICT dans le travail, nous devons réaliser que nous sommes une force de nature à changer à la fois notre réalité de travail et celles des autres.

Cette perspective explique d'ailleurs en grande partie pourquoi les directions mettent en place des entretiens individuels avec toujours plus de critères comportementaux subjectifs. Cela explique également pourquoi le patronat pousse à l'instauration d'une part variable de plus en plus importante dans la rémunération des ICT.

Etre syndiqué est certainement le meilleur moyen pour porter collectivement le besoin d'un autre sens et d'une autre finalité du travail.

La CGT métallurgie fait des propositions pour sortir de la crise. Elle en fait également sur les rémunérations, les conditions de travail et bien d'autres sujets revendicatifs. Etre syndiqué, c'est se donner les moyens d'échanger des informations, confronter des points de vue différents mais aussi appréhender d'autres propositions.

Etre plus nombreux à être syndiqués, c'est aussi le moyen d'élever le rapport des forces pour gagner les changements que nous sommes de plus en plus nombreux à souhaiter, mais qui restent encore à gagner.

**Le 11 octobre  
je suis dans l'action pour moi,  
je suis dans l'action pour nous !**

## Appel à se mobiliser le 11 octobre

(Jean François Bolzinger,  
secrétaire général adjoint de l'Union Générale  
des Ingénieurs Cadres et Techniciens de la CGT)

### S'impliquer face à la crise

Les cadres et techniciens expriment en cette rentrée de fortes inquiétudes tant sur la détérioration de la situation économique que sur leur propre sort. Ainsi, selon le sondage Viavoice de septembre, 74 % craignent une dégradation de leur niveau de vie (contre 49 % en mai) et 70 % s'attendent à une récession.

Ils savent spontanément que d'autres choix sont possibles au plan financier, économique, social et environnemental et que la logique financière conduit notre société à l'impasse.

Leurs aspirations à se réaliser dans le travail dans un bon équilibre avec leur vie personnelle se heurtent à des pratiques managériales souvent « presse-citron » ou coercitives et des politiques d'entreprises qui nient ou ignorent leurs qualifications.

En proposant une action collective unitaire et interprofessionnelle le 11 octobre pour l'emploi, les salaires et un autre partage des richesses, la CGT propose aux cadres et techniciens d'exprimer leur mécontentement et leur soif d'autres solutions.

À l'inverse des choix d'austérité et de logique de crise, agir pour revaloriser le travail est la meilleure des implications.

## Bulletin d'adhésion



Je souhaite

Prendre contact

Me syndiquer

Nom.....

Prénom .....

Entreprise.....

Tél.....

Adresse entreprise.....

Classification.....

@.....

A retourner à l'Union Fédérale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens CGT

Case 433 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

@ ufict@ftm-cgt.fr / Fax 01.48.59.80.66